

Disparités régionales et développement local au Sud Tunisien

RIADH BECHIR*, NADIA OUNALI**, MHEMED JAOUAD***,
MONGI SGHAIER***

DOI: 10.30682/nm2004c

JEL codes: O18, Q01, R11

Abstract

Sustainable development is regarded today as a goal which has to be reached by all countries. Therefore cooperation for development is more than ever necessary to face the global challenges such as poverty, human health, food crisis etc. This work aims to study the regional disparity that may exist between provinces in the south of Tunisia. To this end, a data analysis applied to a set of regional development indicators using the principal components analysis method (ACP) was conducted.

Keywords: *Development, Regional disparity, South of Tunisia.*

1. Introduction

Les ressources naturelles, les activités humaines et les niveaux de vie connaissent une distribution géographique inégalitaire au niveau international et au niveau des entités territoriales. Ainsi, la diffusion socioéconomique du développement a été et continue d'être imparfaite. Landes (1998) écrit à ce niveau « la géographie [...] elle nous enseigne une vérité désagréable, à savoir que la nature comme la vie est injuste, qu'elle accorde inégalement ses faveurs et qu'il est, de surcroît, difficile de réparer ses injustices ». Les facteurs explicatifs de différenciations spatiales peuvent se présenter autour des concepts de développement économique endogène et exogène. Les facteurs climatiques, pluviométriques, la production et la géographie physique font que en Tunisie se présentent naturellement des

disparités interrégionales voire intra-régionales importantes en l'absence d'une politique volontariste de développement régional. La densité de la population, les niveaux de développement socioéconomiques et les opportunités d'emploi diffèrent entre les zones du littoral réputées riches et les zones de l'intérieur du pays réputées pauvres. Ce déséquilibre est accentué depuis toujours par le classique problème de l'exode rural vers les grandes villes. Ces facteurs expliquent le développement des régions du littoral au détriment des autres régions de la Tunisie. Dans ce cadre, la majorité des études réalisées concluent que existe une concentration importante de l'investissement privé et public dans les régions du littoral (Domecq et Régnault, 1990 ; Métral, 2003). D'autres études montrent des phénomènes intéressants comme l'extension des

* Chercheur au Laboratoire d'Economie et Sociétés Rurales, Institut des Régions Arides Médenine, Tunisie.

** Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie.

*** Institut des Régions Arides Médenine, Tunisie.

Corresponding author: riadh113med@yahoo.fr

zones rurales vers les centres urbains intérieurs les plus proches (Royoux et Signoles, 1980 ; Chebaane, 1990). Le développement régional et par voie de conséquence les effets d'agglomération qui en découlent, subit les impacts de plusieurs facteurs traditionnels comme l'état de l'infrastructure, la localisation géographique, la taille démographique, la densité de la population, le potentiel local, etc. En Tunisie, plusieurs études et travaux de recherche ont été menés dans le cadre d'analyse de la notion des stratégies et indicateurs du développement (Sandron et Sghaier, 2000 ; ONU, 2004 ; Soussi, 2009 ; Belhédi, 1992 ; 1996 ; 1998 ; 2005 ; Elloumi, 2006 ; Bechir *et al.*, 2011 ; Dhehibi et Elloumi, 2012). Aujourd'hui chaque pays a besoin de régions compétitives et dynamiques pour atteindre ses objectifs économiques et sociaux. Le développement régional est un complément indispensable aux politiques macroéconomiques, déclare l'Organisation de coopération et de développement économique pour montrer l'importance d'un développement intégré et global. Dans nos jours, le déséquilibre régional, l'exclusion liée à la ruralité, le partage inégal des richesses ont été la grande révélation de la révolution tunisienne. En fait, le déséquilibre régional entre les gouvernorats et la disparité territoriale entre les délégations ont été parmi les grandes révélation de la révolution de janvier 2011, où le soulèvement populaire qui a abouti à la chute du régime de Ben Ali est parti des villes tunisiennes défavorisées, d'abord celles du Sud entre 2008 et 2010 (région du bassin minier de Sud-Ouest Gafsa) puis villes frontalières de Sud-Est (Ben Guerdane et Médenine) et plus récemment, celles du Centre-Ouest. Ce papier propose, ainsi, de faire apparaître, en appliquant la méthode d'Analyse en Composantes Principales (ACP), la disparité entre les délégations du Sud Tunisien. Ce travail propose d'agréger un ensemble d'indicateurs régionaux de développement afin de dresser une typologie des délégations du Sud et de discerner les éventuelles défaillances et inégalités freinant leur développement. Ainsi, on va proposer des recommandations et scénarios afin de trouver des solutions aux problèmes qui marquent le Sud Tunisien.

2. Une revue de la littérature du développement des territoires

La théorie de la Nouvelle Economie Géographique (NEG) saisit bien les mécanismes économiques sous-jacents à la persistance, voire à l'exacerbation de déséquilibres socioéconomiques majeurs entre les territoires. Ces déséquilibres régionaux intéressent le chômage, la migration, la pauvreté que ce soit absolue ou relative, la précarité,... et d'autre part l'attractivité, la compétitivité,... Cette théorie remet en cause l'idée assez répandue que le désenclavement constitue un préalable nécessaire au développement des territoires. La réduction des coûts de transport, l'amélioration de l'infrastructure, aboutissant à la facilité d'accès aux zones géographique périphériques, offrent de nouveaux débouchés aux entreprises localisées dans les régions centrales. Ceci permet de créer de nouvelles économies d'échelle et par la même renforcer la compétitivité de ces régions centrales. En raison d'une concurrence intense, les entreprises localisées dans le territoire périphérique finissent par délocaliser leur production dans les régions centrales. Ces modèles de la NEG permettent de saisir la composition territoriale façonnée par la libéralisation croissante des marchés et l'exacerbation du phénomène « mondialisation ». La NEG retient un certain nombre de variables explicatives déterminantes pour le choix de l'implantation géographique des entreprises. Il s'agit de l'accès aux débouchés mesurés par la demande pour le secteur d'activités de la firme dans le territoire considéré ; d'autre part des différentes charges auxquelles l'entreprise doit en général supporter (coût du travail, coût du capital, enfin les externalités technologiques mesurées par le degré de concentration des entreprises du même secteur). La théorie de la NEG préconise que les coûts agissent comme une force centrifuge à la dispersion de l'activité économique alors que la recherche de débouchés (taille de la demande adressée aux entreprises) agit dans le sens opposé comme une force centripète. L'existence des économies d'échelle permet aux entreprises de s'implanter à proximité des grands bassins d'emplois et de demande. Les rendements d'échelle croissants permettent

une baisse des coûts moyens de production. Les zones géographiques les plus peuplées à pouvoir d'achat élevé sont des sites très recherchés. Les entreprises venant s'implanter dans ces zones centrales de productivité permettent de compétitives en réalisant des gains de productivité permettant de réduire les coûts de production. Les grands centres économiques présentent aussi l'avantage d'assurer une forte concentration des biens intermédiaires nécessaires à la production. La concentration géographique des entreprises permet l'attraction d'une main d'œuvre de plus en plus nombreuse assurant une distribution des salaires. L'augmentation de la demande favorise l'attraction de nouvelles entreprises. Ce schéma de causalité circulaire cumulative pourrait entraîner la concentration de toutes les activités économiques dans un seul et même lieu géographique (Myrdal, 1957). Cependant, des forces centripètes pourraient conduire certaines activités économiques à fuir les régions centrales. Le prix du foncier, l'encombrement, l'augmentation de la demande du travail pousse à l'élévation des salaires, ... Ceci accroît les coûts de production ; ce qui vient à l'encontre de la concentration géographique de l'activité économique. Ce faisant, certaines activités vont fuir le centre pour se localiser dans les zones géographiques qui offrent un marché potentiel plus limité mais où les entreprises ne subissent pas de concurrence vive. La configuration spatiale des activités résulte d'un équilibre entre forces centrifuges et les forces centripètes. On a cherché à comprendre cette logique qui conduit à la concentration urbaine et ses limites à partir des notions d'économies externes et d'économies d'agglomération. Lorsque les bénéfices retirés par une entreprise augmentent parce que d'autres entreprises viennent s'implanter au même endroit, on dit qu'on est en présence d'économie d'agglomération. Le fondement conceptuel de ces économies d'agglomération peut être exploré dans les travaux de Marshall sur les économies externes et les travaux d'Isard et de Paelinck sur les théories de localisation. Il s'agit des économies d'échelle externes à l'entreprise ou internes à une ville, une région, un territoire. L'on peut distinguer :

- des économies de localisation de type Marshall : celles-ci résultent d'effets externes

relatives à une forte spécialisation intra-industrielle, à une meilleure formation d'une main d'œuvre locale, aux facilités de transmission des informations et des innovations ;

- des économies d'urbanisation, qui sont le résultat de la taille optimale de l'agglomération : concentration de la population, présence des infrastructures de base, disponibilités des services aux entreprises.

Les réflexions sur les districts industriels, les systèmes de production localisés, le développement des technopoles ne sont qu'un prolongement et une adaptation des théories anciennes au contexte actuel de l'internationalisation croissante des économies qui s'est traduit par un renforcement poussé de la concurrence et des exigences de la compétitivité. Ainsi en Tunisie on assiste à une confirmation de ces analyses théoriques qui pronostiquent une divergence spatiale de type centre/périphérie. Ce schéma classique dichotomique est renforcé en Tunisie par des inégalités socioéconomiques intra-régionales. L'objet de ce travail est d'identifier ces disparités infrarégionales au Sud Tunisien en appliquant l'Analyse en Composantes Principales (ACP).

3. L'analyse des inégalités intra régionales par l'application de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) au Sud Tunisien

Cette étude porte sur les gouvernorats du Sud Tunisien. A cet égard, il est à signaler que le choix de la région du Sud est justifié par son retard de développement et sa diversité au niveau des ressources et des potentialités. Les données de cette étude ont été obtenues à partir des rapports annuels de l'Institut National de la Statistique (INS, 2014) ; *Le sud en chiffre* (2018) ; *Les gouvernorats en chiffres* (2018)... En Tunisie, les inégalités sociales et les disparités régionales ont contribué à la grogne à l'origine de la révolution. La hausse du revenu par habitant avait masqué les inégalités sociales et les disparités régionales persistantes, déformant ainsi la réalité de la situation dans les zones de l'intérieur d'où le déclenchement de la révolution. La concentration des investissements et des services pu-

blics, ainsi que des activités économiques dans les zones côtières a accentué la pauvreté (tant en termes de nombre de pauvres que d'inégalité) et le chômage dans les autres régions, notamment le chômage des jeunes et des femmes. Une réorientation des ressources publiques vers les régions intérieures de Sud du pays, des services publics transparents et décentralisés axés sur les résultats, ainsi qu'une politique de discrimination positive en faveur des jeunes et des agriculteurs pourraient contribuer à rétablir davantage l'équité sociale régionale, et ça on va le montrer à travers l'application de l'ACP où on va identifier les régions le plus défavorisées dans le Sud.

3.1. Description de l'Analyse en Composantes Principales

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une des premières analyses factorielles. Cette méthode qui fut conçue par Karl Pearson en 1901, était vulgarisée par Jean-Paul Benzécri. Elle est sans doute à la base de la compréhension actuelle des analyses factorielles. Les principales variantes de l'ACP viennent des différences de transformations du tableau de données. Ainsi, le nuage de points peut être centré ou non, réduit ou non. Le cas le plus étudié, et que nous présentons ici, est lorsque le nuage de point est centré et réduit ; dans ce cas nous parlons d'ACP normée. D'autres variantes existent telle que l'analyse en composante curviligne pour remédier au fait que les projections sont linéaires, ou encore l'analyse en composantes indépendantes qui conçoit une séparation de sources.

Les données : Les données pour l'ACP sont généralement présentées sous la forme de tableau. Ainsi les données sont constituées d'individus et de variables qui, dans le cas de l'ACP, doivent être quantitatives, continues, elles peuvent être homogènes ou non et sont à priori corrélées entre elles.

Les objectifs : Les objectifs de l'ACP sont ceux d'une analyse factorielle, c'est-à-dire qu'elle cherche à représenter graphiquement les relations entre individus par l'évaluation de leurs ressemblances, ainsi que les relations entre variables par l'évaluation de leurs liaisons. L'étude doit se faire simultanément. Le but fi-

nal de ces représentations est l'interprétation par une analyse des résultats.

Les domaines d'application : De part de la nature des données que l'ACP peut traiter, les applications son très nombreuses. Il y a en fait deux façons d'utiliser l'ACP :

- soit pour l'étude d'une population donnée en cherchant à déterminer la typologie des individus et des variables. Celle-ci est utilisée dans ce travail ;
- soit pour réduire les dimensions des données sans perte importante d'information, par exemple en traitement du signal et des images, ou l'ACP intervient souvent en pré-traitement pour réduire la quantité de données issues de traitement analogiques.

Nous avons dû procéder à plusieurs essais pour aboutir à des résultats satisfaisants en sélectionnant les variables les plus discriminantes. Pour ce faire, on a utilisé le Logiciel XLSTAT. Dans ce travail on s'est contenté de présenter les résultats les plus significatifs.

L'objectif de l'utilisation de l'ACP dans ce papier est de montrer le groupe des délégations les moins développés au Sud Tunisien. Cette méthode d'analyse se base sur une matrice qui regroupe 11 indicateurs pour les régions du Sud de la Tunisie. Cette matrice consiste à une combinaison de variable par délégation, elle est décrite dans le schéma suivant :

$$X = \begin{matrix} & \text{Variables} \\ & 1 \quad \cdots \quad p \\ \begin{matrix} 1 \\ \vdots \\ n \end{matrix} & \begin{bmatrix} x_1^1 & \cdots & x_p^1 \\ \cdots & \cdots & \cdots \\ x_1^n & \cdots & x_p^n \end{bmatrix} \end{matrix}$$

3.2. Découpage administratif en Tunisie

La Tunisie a connu des découpages administratifs différents, chacun répond à un ordre politique et socioéconomique bien déterminé. Au découpage pré-colonial épousant les données naturelles et historiques et exprimant le compartimentage et la communication difficile entre les

lieux, s'est succédé un découpage colonial qui répond aux impératifs coloniaux d'exploitation et d'encadrement des autochtones, utilisant aux mieux la trame tribale (Bélhedi, 1998). Après l'indépendance, le pays a été doté d'un découpage spatial qui répond aux impératifs de la construction nationale. Avant la période coloniale, le découpage administratif de la Tunisie comporte 70 « caïdats » dont les responsables, « les caïds », avaient une fonction essentiellement fiscale, chaque caïdat est composé de plusieurs « macheikhats » où le responsable, appelé « chikh », assure le lien entre la population et le pouvoir local. À la suite de la colonisation qui a eu lieu en 1881, les autorités françaises ont gardé cette même structure mais en réduisant le nombre de caïdats à 36. Dès l'indépendance en 1956, l'Etat a supprimé l'administration traditionnelle et a mis en place une administration moderne avec un découpage par : gouvernorat – délégation – secteur. Entre 1956 et 2010, le nombre des gouvernorats est passé de 13 à 24, l'augmentation du nombre des gouvernorats en Tunisie a débuté pendant les années 1970 quand trois gouvernorats ont été créés en Tunisie médiane – Siliana, Zaghouan et Sidi Bouzid – et le Centre-Est, à son tour, a été divisé en trois gouvernorats – Sousse, Monastir et Mahdia. Dans les années 1980, après l'affaire de Gafsa, à la suite d'une attaque armée d'un commando infiltré par la frontière algéro-libyenne, ont été créés trois nouveaux gouvernorats dans le Sud – Kébili, Tozeur et Tataouine – qui sont, en fait, des zones frontalières détachées de leurs anciens gouvernorats : respectivement Gabès, Gafsa et Médenine. Après la « Révolte du Pain » en 1984, à la suite d'une augmentation du prix du pain, le gouvernorat de Tunis a été divisé en trois gouvernorats : Tunis, Ariana et Ben Arous. En 2000, le gouvernorat de l'Ariana est scindé en deux avec l'autonomisation de sa partie sud qui constitue le gouvernorat de Manouba. Concernant le nombre des délégations, il est passé de 86 en 1956 à 264 en 2010, subdivisées ainsi en 2073 secteurs. Notons ici que les gouvernements d'après la révolution en Tunisie ont nommé quelques autres régions comme des délégations et cela afin de faciliter les procédures administratives et améliorer les conditions de vie des citoyens.

3.3. Zone d'étude

Le Sud Tunisien correspond à une zone limitée à l'ouest par l'Algérie et à l'est par la frontière libyenne et la Méditerranée. Cette zone se caractérise par un climat aride marqué par une pluviométrie faible et irrégulière (50 à 200 mm/an) avec des températures élevées. D'origine nomade et semi-nomade, la population de la région a connu un processus de fixation et de sédentarisation progressive depuis l'intervention coloniale, vers la fin du XIX^{ème} siècle. Ce processus s'est traduit au niveau de l'activité sociale et économique par la désagrégation des anciennes structures tribales et communautaires et par la mise en difficulté de l'ancien système de production, basé essentiellement sur l'élevage pastoral et l'agriculture en sec. Au niveau économique, la région est caractérisée par la présence de :

- secteur artisanal et industriel basé sur l'exploitation des ressources pétrolières de l'extrême-sud et sur les unités manufacturières de transformation principalement dans les branches des matériaux de construction, du textile et de l'agro-alimentaire et aussi le pôle d'industries chimiques à Gabès ;
- branche touristique avec la zone touristique de Jerba-Zarzis et Tozeur qui constitue l'un des principaux lieux de concentration entre les établissements touristiques du pays ;
- activité importante du secteur de la pêche à Médenine et Gabès ;
- secteur agricole marqué par l'oléiculture ;
- commerce informel avec la Lybie et l'Algérie ;
- existence de plusieurs oasis ;
- existence de phosphate surtout à Gafsa ;
- existence de pétrole et gaz surtout à Tataouine.

Les principales cultures agricoles sont celles de l'arboriculture, comprenant les dattes à Tozeur et Kébili et les olives à Médenine et, en moindre quantité, à Gabès et Tataouine. Les cultures hors-saison particulièrement celles utilisant l'eau de source chaude ont commencé. L'élevage du bétail, comprenant les chèvres et les moutons pour la production de viande est prépondérante avec de vastes zones de pâ-

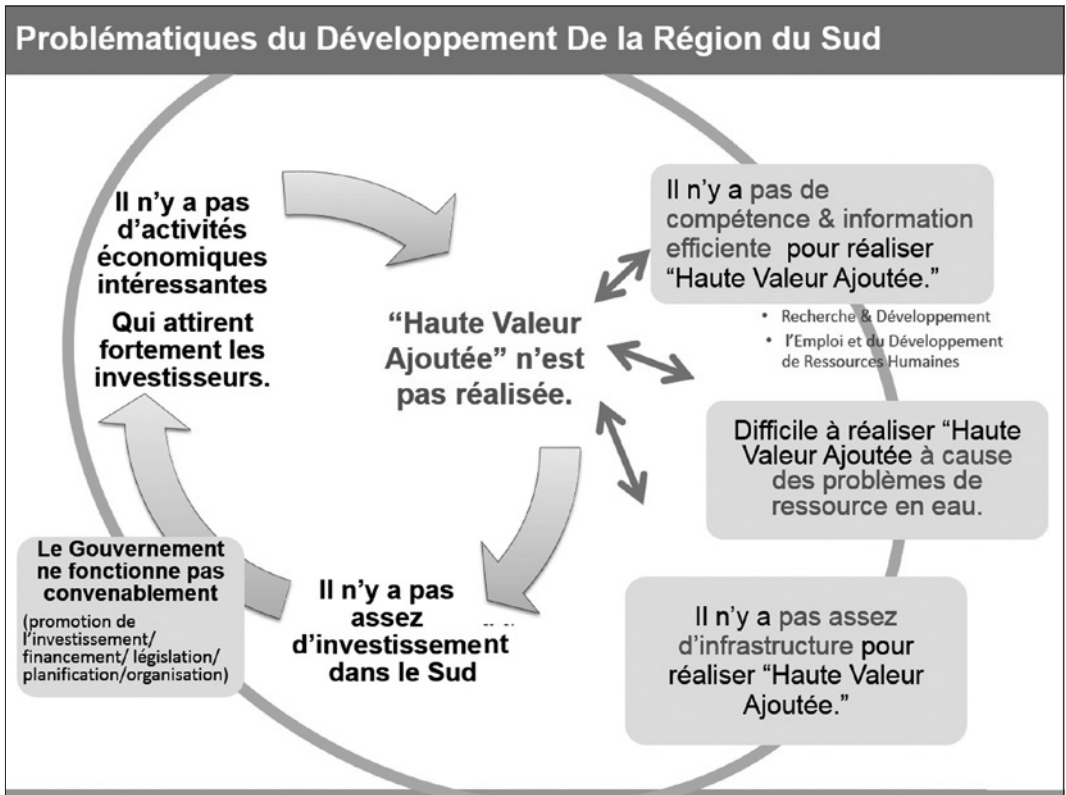
turages, tandis que la production de la volaille et du lait est en pleine croissance. La pêche est également un secteur important. Comme les ressources halieutiques naturelles sont en baisse, l'aquaculture a été élaborée. Le secteur minier est représenté par l'extraction de minerai de phosphate à Gafsa. Un grand volume de minerai de phosphate a été trouvé à Tozeur, où l'extraction n'a pas encore commencé. Une réserve assez importante de gros volumes de diverses ressources minérales, tels que le gypse, la pierre à chaux, le marbre, l'argile, le sel et le sable, nommées comme des substances appelées utiles, se trouvent sur la région, et dont certaines sont extraites et traitées. Pour la fabrication, il y a également une concentration relative d'entreprises à Gabès, Médenine et Gafsa pour ce qui est du Sud. Le secteur de la transformation alimentaire, concentré à Gabès, Médenine, et Tozeur, constitue une part substantielle des secteurs de fabrication. Par ailleurs, le secteur chimique est concentré à Gabès et l'industrie textile est concentrée à Gabès et Gafsa. Certains agglomérats d'entreprises du secteur métallique et mécanique se sont aussi développés à Gabès et Gafsa. En ce qui concerne le tourisme, le tourisme balnéaire de masse a été développé de manière significative à Djerba et Zarzis. Le tourisme du Sahara et d'oasis est en cours d'élaboration à Tozeur et Douz. Du fait d'une attraction touristique variable dans la région, le secteur du tourisme a souffert de saisonnalité grave. Il y a de bonnes perspectives d'investissement dans les domaines suivants : i) l'agriculture ayant recours aux ressources géothermiques, la production biologique d'huile d'olive, de dattes, de fruits, et de lait de vache ; ii) la culture et la commercialisation de produits à forte valeur ajoutée tels que les légumes hors-saison, les plantes médicinales et aromatiques, et les algues marines ; iii) l'élevage ; iv) l'aquaculture ; v) la valorisation des substances utiles telles que le gypse, le marbre, l'argile, etc. ; vi) les industries de la plastique et du carton ; vii) les technologies de l'information et de la communication (TIC) ; viii) le tourisme à des fins variées tel que le tourisme d'affaires, médical, culturel et sportif ; ix) autres services. Dans le Code d'incitations aux investissements, la plus grande partie du Sud de la Tunisie est clas-

sée en tant que zone prioritaire. Sur la période 2010-2012, l'ensemble des investissements dans les six gouvernorats du Sud a connu différentes tendances d'un gouvernorat à un autre. L'investissement direct de l'étranger (IDE) dans le Sud est encore très limité en termes de nombre de compagnies comme en termes de nombre d'emplois créés. Les produits exportables principaux sont ceux dérivés de l'agriculture commerciale, comprenant les dattes et l'huile d'olive, et ceux des riches ressources naturelles, tels que les produits de phosphate ainsi que le gypse, le marbre, et les dérivés du sel. Les produits du textile, de l'habillement et de l'industrie électriques et électroniques sont exportés en petite quantité. Le Sud de la Tunisie, avec une position géographique et relative proximité avec la Lybie pour les échanges commerciaux et également avec les pays européens, est considéré comme ayant des atouts commerciaux particuliers avec la Libye. Il y a une forte attente de l'augmentation des Projets de Planification pour le Développement Régional du Sud de la Tunisie, en particulier concernant les matériaux de construction tels que le gypse et la brique. En effet, une demande plus importante devrait se manifester alors que la reconstruction s'accélère actuellement en Libye. Les défis les plus cruciaux auxquels doivent faire face les entreprises d'exportation dans différents secteurs sont :

- les capacités limitées de transformation pour l'exportation de produits à valeur ajoutée ;
- le sous-développement relatif des transports et de la logistique d'exportation, des facteurs qui mènent à des expéditions restreintes et des coûts de transport plus élevés.

La population dans le Sud a atteint le chiffre de 1594000 habitants, soit quasiment le double par rapport à celle de l'année 1975. Le taux de croissance démographique a considérablement diminué pendant la même période. La pyramide de la population dans le Sud de la Tunisie s'est maintenue aux alentours de 15%. La pyramide démographique a évolué d'une pyramide à base large en 1985 à une pyramide à base rétrécie en 2011 (indiquant un faible taux de naissance et de décès). La distribution géographique de la population est caractérisée par une double concentra-

Figure 1 - Problématiques du développement au Sud Tunisien.



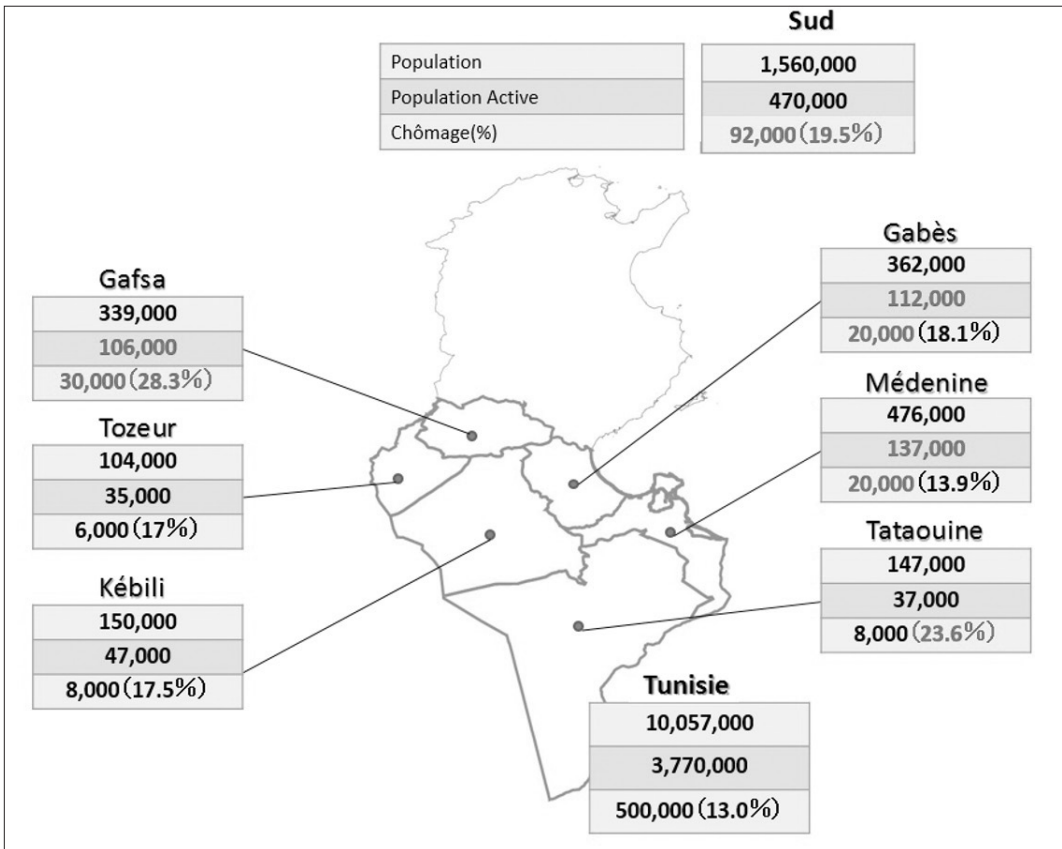
tion dans les zones littorales, avec 52,7% de la population vivant dans les gouvernorats côtiers de Médenine et de Gabès, alors que les deux gouvernorats représentent ensemble seulement 18% de la superficie du Sud. L'urbanisation élevée est également l'une des caractéristiques démographiques du Sud, avec 70,8% de la population habitant en zone urbaine (communale), tandis que le taux dans l'ensemble de la Tunisie est de 66,4%. Des dix zones socio-agro-écologiques en Tunisie, les hautes steppes (1%), la chaîne de l'Atlas (8%), le Chott (lac salé) (23%), le Grand Erg Oriental (mer de sable) (33%), Dahar et Matmata (plateaux) (22%), et Jeffara-Oura (plaines) (13%) s'étendent dans le Sud de la Tunisie. Le potentiel de ressources en eau comprend 212 millions m³/an d'eau de surface (19%), 124 millions m³/an de nappes phréatiques (11%), et 784 millions m³/an d'aquifères fossiles (70%). L'exploitation dangereusement excessive peut être observée dans les zones à l'est de Médenine et

dans les alentours d'El Hamma, l'exploitation excessive dans les plaines à l'est de Ben Guerdane, les zones dans les environs de Mareth et Beni Khedache, les oasis dans le gouvernorat de Tozeur, les zones dans le gouvernorat de Gafsa, tandis que les perspectives excèdent l'exploitation dans une plaine à l'est de Tataouine, les zones dans l'ouest de Tataouine, une plaine dans les alentours de Zarzis et le nord-ouest de Médenine et ouest de Ben Guerdane, les zones au nord et à l'ouest du gouvernorat de Gabès, du gouvernorat de Kébili. Le potentiel et l'usage de l'eau sont équilibrés sur l'île de Djerba et les zones dans les alentours de Dhiba.

4. Résultats

La méthode de l'ACP est utilisée dans les analyses de plusieurs variables quantitatives observées sur individus (gouvernorats et délégations). Elle permet de regrouper les observations

Figure 2 - Données démographiques et sociales des gouvernorats de Sud Tunisien.



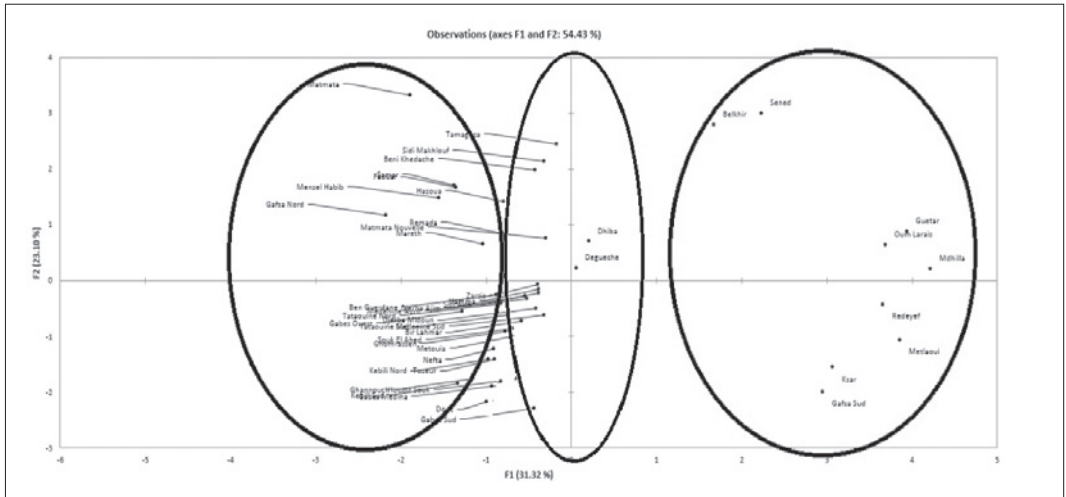
semblables (par unité d'observation), d'isoler les individus marginaux et d'étudier les relations reliant les variables. La corrélation de chaque point sur un axe exprime la qualité de représentation du point sur l'axe. Elle prend des valeurs entre 0 (pas corrélé du tout) et 1 (fortement corrélé). Si cette valeur est proche de 1, alors le point est bien représenté par le plan factoriel. Leur interprétation ne peut donc être effectuée avec confiance. Notre analyse est basée sur 11 indicateurs de toutes les délégations de Sud Tunisien pour l'année 2014 quand l'Institut National de

la Statistique a réalisé le dernier recensement¹. L'interprétation des observations des axes F1 et F2 où se récupèrent 54.43% de l'information initiale, montre que l'axe horizontal du graphique oppose les gouvernorats équipés en infrastructure de base à ceux les moins équipés.

On peut, ainsi, identifier trois groupes de délégations qui se différencient de niveau de développement : les Régions à faible niveau de développement socioéconomique, les Régions à développement socioéconomique moyen et les Régions équipées en infrastructure et à haut

¹ V1: Ration Nombre des bénéficiaires d'électrification / Population (INS, 2014) ; V2: Ration Nombre des bénéficiaires en milieu non communal / Population (INS, 2014) ; V3: Ration Nombre des bénéficiaires de l'eau potable / Population (SONEDE, 2014) ; V4: Ratio Nombre des bénéficiaires de l'eau potable en milieu non communal / Population (SONEDE, 2014) ; V5: Taux de branchement à l'ONAS en milieu communal (ONAS, 2014) ; V6: Taux de branchement aux réseaux téléphoniques (INS, 2014) ; V7: Nombre d'abonnés à l'ADSL (INS, 2014) ; V8: Taux des accouchements assistés (Direction Régionale de la Santé Publique, 2014) ; V9: Taux de chômeurs (INS, 2014) ; V10: Taux de chômeurs d'enseignement supérieurs (INS, 2014) ; V11: Taux d'analphabétisme (INS, 2014).

Figure 3 - Résultats de l'ACP.

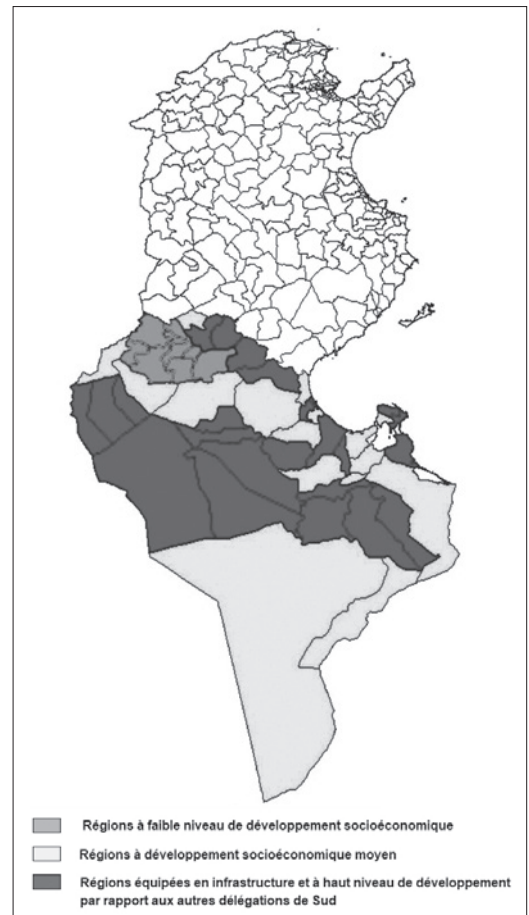


niveau de développement. Le graphique ci-dessus confirme bien les analyses déduites des résultats précédents. Une opposition franche entre les délégations des zones Sud.

4.1. Régions à faible niveau de développement socioéconomique

En Tunisie, il est bien remarqué que depuis l'indépendance de la Tunisie, les dépenses publiques avaient favorisé les régions côtières au détriment des régions du Sud. Les indicateurs de développement régional mettent en évidence donc le déséquilibre régional manifesté qui existe toujours entre l'Est et l'Ouest du pays. L'intérieur du pays est non seulement moins industrialisé mais il possède proportionnellement moins d'activités capables de servir à un processus de développement régional. Ainsi, les activités de services sont fortement implantées dans quelques régions côtières. Les activités du commerce et de l'enseignement, santé et administration sont aussi moyennement représentées sur l'ensemble du territoire et surtout dans le Sud du pays. Cette disparité existe même entre les délégations du Sud. La croissance économique qu'a connue le Sud depuis plusieurs années a abouti à un déséquilibre spatial entre le littoral et l'intérieur de cette zone. En effet, les délégations « défavorisées » constitués essentiellement par plusieurs délégations de Gafsa (Sned Belk-

Figure 4 - Disparités entre les délégations de Sud Tunisien (selon l'ACP).



hir, Gtar, Oum Larayes, Mdhilla, Redeyef, Mélaoui, Ksar, Gafsa Sud). Ces résultats expliquent pourquoi dans la région de Gafsa il y a toujours des mouvements de protestation, grèves, sit-ins, blocage de routes, affrontements avec les forces de l'ordre avec une tension sociale véhiculée par la colère de nos concitoyens contre la léthargie du gouvernement sur l'urgence sociale qui touche plusieurs régions du pays, notamment la précarité, le chômage, et la dégradation du pouvoir d'achat. Cet embrasement social n'est qu'un rappel à la société tunisienne que la précarité qui affecte la plupart des régions de Gafsa et du Sud ne s'est pas améliorée après la révolution. Ces disparités peuvent être également expliquées par le déficit de connectivité au réseau routier et ferroviaire du pays, qui forme un obstacle pour l'accès aux marchés, c'est le cas notamment pour tout le Sud de la Tunisie. C'est une des causes principales du fait que ces régions pâtissent d'une faible économie d'agglomération. Le déséquilibre régional est bien évidemment le fruit des politiques de développement non intégrées basée sur la concentration des investissements dans les régions côtières, c'est alors que les zones industrielles sont réparties sur une superficie de 5000 hectares dont, seulement 20% dans les zones intérieures sur 1000 hectares, et 4000 hectares dans les zones du littoral. Cette répartition géographique inégale du nombre d'entreprises a donné lieu à un déséquilibre régional beaucoup plus important au niveau de l'emploi, de la production, de la valeur ajoutée et de l'investissement public mais surtout privé. L'activité minière dans la région de Gafsa porte sur l'extraction des phosphates, qui est assurée depuis plus d'un siècle par la Compagnie de Phosphate de Gafsa. L'activité est localisée dans les 4 délégations de Mélaoui, Redeyef, Moularès et Mdhilla, c'est-à-dire au sud-ouest du gouvernorat. La plus grande partie (environ 90%) de la production de phosphate est destinée à la production de plusieurs dérivés par le Groupe Chimique de Gafsa, situé à Mdhilla et par d'autres unités situées à Sfax, Gabès et Shkira... Le reste est exporté. L'importance des ressources naturelles à Gafsa n'a pas résulté à un développement des infrastructures ou même des conditions de vie des citoyens dans ces délégations

défavorisées. L'analyse des indicateurs régionaux de développement montre qu'un effort devrait être apporté, surtout pour l'accès des ménages aux services de base, dans ces délégations défavorisées qui sont des régions qui souffrent de l'absence d'une bonne gouvernance et d'une politique cohérente de développement à long terme d'une part, et de leur faible intégration dans le tissu régional et national d'autre part.

4.2. Régions à développement socioéconomique moyen

Ce groupe est formé des délégations : Ajim, Degache, Dhiba, Tamaghza, Sidi Makhlouf, Beni Khedache, Matmata Nouvelle, Benguardane, Hamma, Sidi Aïche, Médenine Sud, Bir Lahmar, Souk Lahad, Métouiya, Gabès Sud, Remada. Elles ont connu, depuis les années 70, un développement économique renforcé par quelques actions du secteur privé avec l'apparition des zones industrielles. Cet effort d'investissement a permis de créer plusieurs postes d'emploi mais le taux de chômage dans la région reste élevé. En effet, aujourd'hui, l'activité industrielle est encore limitée en raison de l'absence d'un environnement industriel important, du manque des fonds d'investissement locaux, et des coûts additionnels de transport pour l'écoulement de la production. Notons ici que la plus part de ces délégations de cette région est connue pour sa longue tradition en matière d'émigration surtout vers la France, l'Algérie et vers la Libye. Ainsi, la population locale de cette zone a profité de la proximité géographique de la frontière libyenne pour créer une dynamique économique basée sur le commerce informel. Ce commerce, malgré ses inconvénients qui touchent l'économie nationale, a permis l'amélioration du niveau de vie et la fixation de la population dans la zone du Sud.

4.3. Régions équipées en infrastructure et à haut niveau de développement

Ce groupe est formé des délégations où l'agriculture (oasis) et le tourisme se présentent comme les secteurs économiques principaux. Le développement du tourisme saharien et aussi à l'île de Djerba est stratégique. L'Etat tunisien a été l'acteur

initial par ses investissements et ses avantages fiscaux et financiers consentis aux établissements touristiques. Ainsi, la présence de l'aéroport international « Djerba-Zarzis », de l'aéroport de Tozeur, et d'infrastructures routières contribue à en faire un centre touristique important et un générateur de croissance économique pour la région. Ce secteur touristique a créé des emplois directs et indirects, le nombre d'emplois directs lié à l'hôtellerie. L'emploi indirect est lié surtout à la construction des complexes hôteliers, aux services, à l'artisanat, au transport, etc., mais ceci reste toujours lié à la stabilité du secteur touristique.

Concernant les délégations de Gabès et de Gafsa, elles abritent une activité économique diversifiée, notamment un secteur industriel important spécialisé dans l'industrie chimique notamment le traitement des phosphates tunisiens. Le port de la ville de Gabès est le quatrième port de commerce du pays en termes de chiffre d'affaires. Gabès abrite aussi une infrastructure d'exploitation pétrolière off-shore et pétrochimique. L'infrastructure de base de la ville de Gabès est en pleine mutation, progressant vers une situation très favorable et attractive. Aussi, les délégations de cette région sont connues par sa palmeraie qui s'étend sur un ensemble d'une dizaine d'oasis. L'importante récolte des grenades dans ces oasis côtiers a permis d'améliorer la situation socio-économique des agriculteurs. Par rapport à ce produit agricole, des études des produits « d'appartenance d'origine contrôlées » ont commencé pour identifier les grenades de Gabès.

4.4. Discussion et solutions proposées

La disparité régionale et territoriale nourrit un sentiment d'injustice engendrant plusieurs problèmes politiques, économiques et sociaux. Ainsi, le Sud Tunisien est marqué par la présence de territoires souffrant d'une crise multiforme. Celle-ci peut prendre la forme d'une crise de gestion des ressources naturelles dont la mobilisation a servi de palliatifs à des politiques de développement basées sur les ressources humaines et sur la maîtrise de la technologie. Le taux de chômage au niveau de ces régions ainsi que le taux de pauvreté demeurent relativement élevés par rapport à la moyenne nationale (Abaab et Elloumi, 2009). La

réduction des disparités territoriales nécessite, à cet effet, d'améliorer l'infrastructure de base avec une redéfinition du rôle des espaces économiques et un redécoupage régional (Bélhedi, 2005) aussi bien dans le milieu rural, où la transformation des structures et la réduction des écarts entre secteur moderne et traditionnel doivent s'accompagner par des sessions de formation des agriculteurs et par la mobilisation des personnes ressources qualifiées, que dans le milieu urbain où l'état de concentration du réseau doit évoluer vers des formes d'organisation décentralisées, intégrées au plan régional et utilisatrices de main-d'œuvre (El Ansar, 2009). Depuis les années 80, la politique libérale adoptée par le programme d'ajustement structurel visait à insérer la Tunisie dans le processus de mondialisation suite à divers accords de libre-échange (OMC, UE, etc.). Cette politique a conduit à la suppression des réductions des subventions et des investissements publics, (réduction des transferts vers les zones rurales, etc.), la stagnation des prix à la production et des prix des intrants. Par conséquent, cette situation a eu un impact sur les régions intérieures et a réduit l'utilisation de certains intrants provoquant une stagnation et/ou une baisse des rendements de certaines cultures dans une production minimale (Dhehibi et Elloumi, 2012). Aujourd'hui, le développement régional au Sud souffre de plusieurs handicaps, tels que :

- manque de l'information statistique actualisée périodiquement lié surtout au problème de la pauvreté au niveau local (par délégation), ce qui entrave l'élaboration des plans locaux de développement ;
- manque des études stratégiques régionales et locales ;
- les retards dans l'exécution de plusieurs projets de développement dans les régions du Sud ;
- la centralisation des décisions concernant l'octroi des crédits et des primes d'investissement au profit des entrepreneurs, ainsi que la complexité et la lourdeur des procédures administratives ;
- l'insuffisance de l'infrastructure de base ce qui représente un frein à l'attraction des investisseurs.

Ainsi, il est à remarquer que la participation aux concertations sur les politiques en Tunisie,

était jusqu'en 2011, et même parfois après 2011, réservée aux partenaires du dialogue social. Depuis, toutes les prises de position dans l'arène politique nationale sont examinées de près par un vaste ensemble d'organisations de la société civile et de groupes d'intérêts spécifiques, qui ne cessent de gagner en maturité.

Si la société civile est aujourd'hui un acteur clé des réformes nationales qui dispose depuis 2011 d'une marge de manœuvre beaucoup plus large qui lui permet de s'intéresser aux questions politiques, au niveau régional, la situation est toute autre. La société civile locale peine en effet à se professionnaliser et se frayer un chemin clair pour atteindre la maturité requise lui permettant la participation effective dans la mise en œuvre de politiques de développement. Des efforts doivent être apportés pour :

- renforcer la société civile locale et l'habiliter à devenir un acteur clé de toute stratégie territoriale ;
- tenir compte de la participation de la société civile dans les décisions politiques de développement ;

- concevoir un « modèle » qui catalyse les dynamiques locales en habilitant la société civile régionale à formuler des stratégies de développement régional et qui tire parti des capacités de toutes les forces mobilisables (hommes, femmes et jeunes) ;
- mandater les administrations régionales à envisager des solutions de développement régional en collaboration avec une société civile locale mieux organisée et plus efficace ;
- opérationnaliser les principes de la décentralisation et de la bonne gouvernance dans les domaines de développement des régions.

4.5. *Scenarios de développement*

Le développement régional devrait se concentrer dans les zones prioritaires dans l'arrière-pays confrontées à des débouchés d'emploi plus faibles, un taux de chômage élevé et/ou l'exode de la population : Tozeur, Gafsa, Kébili et Tataouine. Pour cela on va proposer trois scénarios qui ont des différents impacts sur la région du Sud.

	Scénario 1 : Initiative Privée de Développement de Cluster (Les clusters de développement seront créés partout dans la région du Sud. La région sera également améliorée même sur les plans social et économique)	Scénario 2 : Initiative Privée de Développement Concentré (C'est une approche de développement de passage qui introduit la tendance du développement centralisé tout d'abord par initiative privée qui devrait, à long terme, entraîner un appui au développement intérieur. Tout d'abord la zone côtière sera développée avec l'approche concentrée, puis les zones intérieures seront développées par la suite)	Scénario 3 : Initiative Publique de Développement de Cluster (Cette approche est pour créer un cluster de secteurs productifs ou basé sur le produit dans le cadre des initiatives publiques, prenant en compte les secteurs et/ou produits qui devraient avoir une synergie efficace dans le développement, et pour promouvoir les domaines potentiels avec plus d'options dans le développement qui serait exécuté par le secteur privé dans le cluster)
Efficienne du développement d'infrastructure	Nécessité d'un développement plus large d'infrastructure, pour cela Efficienne Relativement Faible	Développement concentré d'infrastructure, pour cela Efficienne Relativement Forte	Développement planifié & raisonnable de l'infrastructure, pour cela Efficienne Relativement Forte



Aspect de l'Effet Economique et ses Changements	Développer lentement au début, les clusters seront créés au long terme.	Un effet économique devrait être remarqué au début.	Développer lentement au début, les activités à haute valeur ajoutée doivent s'accélérer après la création de cluster.
	Une modeste mais stable croissance économique peut être remarquée après 2035 et en une période plus longue.	Certains domaines peuvent ralentir leur croissance économique après 2035.	Davantage de croissance économique sera remarquée après 2035.
Risques Economiques	Une suprématie de marché peut apparaître.	Le risque de développement est faible en raison du plan de développement concentré.	Un niveau prometteur d'effet et de croissance économiques peut être remarqué.
	Une augmentation de profit peut être possible dans des secteurs de production ou des entreprises limités, puisque chacun sera principalement développé à part.	Il pourrait y avoir une réduction en profit suivant la réduction en production après 2035 à cause de la consommation excessive de ressources.	Il y aurait une possibilité de retard de développement à cause de la mauvaise conduite du développement par le gouvernement.
Création d'Emploi et Exode de Population	Possibilité de création d'emploi dans les zones intérieures et côtières, mais la création d'emploi et la formation des ressources humaines devrait prendre plus de temps.	Il a un potentiel de création très rapide d'emploi, mais qui doit entraîner une forte tendance de concentration de l'emploi dans la zone côtière en une courte période.	Une création d'emploi en un niveau plus élevé dans les zones intérieures et côtières peut être réalisée dans le cadre du développement basé sur le cluster.
	Le flux de la population peut être efficacement contrôlé, les communautés seront stables.	Cela peut entraîner un flux de la population dans les communautés de la zone intérieure en une courte période.	Cela contribue à stabiliser la population et le peuplement, les communautés de même seront stables.
Zone du Gouvernement Action et Impact	Il est plus difficile de développer l'infrastructure pour soutenir et activer également les développements répartis dans la région dans le cadre de l'initiative privée.	Il est plus difficile par la suite d'accomplir des actions politiques pour apporter un avantage économique aux zones intérieures basé sur le développement avec le principe d'économie de marché.	Cela nécessite un niveau très élevé de capacité d'organisation chez les agences gouvernementales pour exécuter la planification, le fonctionnement et la gestion du développement.
Conservation et Gestion de Ressources en Eau	Il est nécessaire de gérer une distribution équilibrée de ressources en eau entre les zones, les régions et les entrepreneurs surtout dans les zones intérieures.	Il n'y a pas de grands enjeux de ressources en eau dans les zones intérieures comme la production principale s'effectue dans la zone côtière, malgré qu'une grande station de dessalement sera nécessaire dans le développement concentré.	La distribution et la gestion des ressources en eau peuvent être efficacement réalisées dans le cadre de développement coopératif basé sur les secteurs et/ou les régions.



Mesures de Contrôle de Pollution	Un traitement individuel et attentif est nécessaire pour les problèmes de pollution existants dans la région.	Le traitement et la gestion de pollution peuvent être facilement réalisés puisque le développement concentré entraîne aussi une concentration de pollution dans la zone côtière.	Un traitement individuel et attentif est nécessaire pour les problèmes de pollution existants dans la région.
----------------------------------	---	--	---

5. Conclusion

Cette analyse montre que des disparités intra-régionales sont mises en exergue dans le Sud Tunisien. Certains facteurs peuvent expliquer l'inégal développement socioéconomique de cette région qui est composée de six gouvernorats et de 48 délégations. Les résultats obtenus suite à une Analyse en Composantes Principales (ACP) montrent que la région de Sud Ouest est peu développée et cela est attesté par plusieurs variables déterminants qui sont principalement des variables sociales tels que le taux de chômage, le taux de scolarisation, le solde migratoire, la pauvreté et l'exclusion sociale. Les résultats montrent la nécessité d'adaptation des politiques afin d'appliquer l'article 12 de la constitution tunisienne de 2014 en relation avec la discrimination positive. Aussi aujourd'hui il y a une nécessité de limiter la dégradation des revenus des ménages en milieu rural, en particulier pour les petits agriculteurs, et prévenir le risque d'exode massif vers les régions urbaines, il faut ici diversifier l'économie des régions intérieures, où l'agriculture continue d'être, dans une large mesure, le secteur d'activité prédominant (Dhehibi et Elloumi, 2012). Ces variables doivent être repensées dans la réorientation des nouvelles politiques de développement. Les disparités intra-régionales dans le Sud Tunisien sont le produit de plusieurs facteurs explicatifs :

- accumulation différenciée des capitaux sous toutes ses formes : capital physique, capital humain, dotation différenciée de l'infrastructure de base ;
- présence de chômage, de l'analphabétisme, d'un solde migratoire négatif, de l'inanité de création d'emploi...

Au terme de l'Analyse en Composantes Principales, force est de constater qu'au clivage classique entre les régions de l'intérieur et du

littoral en Tunisie vient se greffer des inégalités à l'intérieur même des gouvernorats. La théorie de la Nouvelle Economie Géographique (NEG) se trouve confirmée, la région du Sud-Est connaît un renforcement de son attractivité. Cette dynamique économique prend sa source dans l'expansion du tourisme balnéaire qui constitue un facteur déterminant de littoralisation au niveau national mais aussi, l'analyse le confirme, au niveau régional. D'importantes infrastructures d'accompagnement ont été octroyées à la région du Sud (aéroport, routes, adduction d'eau, électrification, téléphone...). La région du Sud-Est, notamment l'axe Jerba-Zarzis, en est la plus bénéficiaire en raison de l'accumulation primitive des capitaux et de ses dotations initiales. Le clivage intra-régional est fondé sur deux modèles difficiles à distinguer : un modèle capitaliste avec des fonctions des villes de type moderne et diversifié concernant la région Sud-Est et un modèle étatique basé sur l'emploi public administratif greffé sur un modèle traditionnel. L'Analyse en Composantes Principales a identifié un clivage dans le Sud Tunisien entre la zone côtière du Sud-Est doté d'une infrastructure de base et l'intérieur peu développé. La réduction des disparités intra-régionales nécessite de repenser les politiques de développement de type « top down ». La concentration des activités économiques sur la bande côtière du Sud-Est par rapport aux régions de l'intérieur du Sud trouve ses fondements dans la faiblesse des structures productives de ces zones intérieures. Il importe d'engager un processus de développement local endogène et inclusif basé sur les spécificités culturelles, historiques et sociales des populations de l'intérieur du Sud Tunisien. L'approche participative (bottom up) fondée sur l'amélioration des structures productive informelles et le

développement des relations informelles entre les divers acteurs en présence, appuyé par un nouveau modèle de développement, permettent de créer des effets de synergies dans la région du Sud Tunisien dans son ensemble. Les analyses traditionnelles de développement socio-économique à la Perroux (pôle de croissance) des régions foyers (Perrin) du développement polarisé (Friedman) sont reprises et modélisées par Krugman, Thisse, Fujita... Cette école est nommée communément la Nouvelle Economie Géographique. Fujita et Thisse écrivent « Toute configuration spatiale d'activités économique peut être vue comme le résultat d'un processus impliquant deux types de forces opposées, à savoir les forces d'agglomération (ou forces centripètes) et les forces de dispersion (ou forces centrifuges). La Nouvelle Economie Géographique postule que les disparités régionales proviennent de l'inégale dotation géographique des économies d'agglomération ».

Bibliographie

- Abaab A., Elloumi M., 2009. *Ajustement, mondialisation et zone difficiles : politiques de développement et stratégies des acteurs (le sud tunisien)*. Acte de séminaire internationale DELZOD, avril 2009, pp. 217-229.
- Aghion P., Howitt P., 1998. *Endogenous Growth Theory*. Cambridge: MIT Press.
- Agterberg F.P., 1984. Trend surface analysis. In: Gaile G.L., Willmott C.J. (eds.), *Spatial Statistics and Models*. Dordrecht: Reidel, pp. 147-171.
- Alonso W., 1964. *Location and Land-Use*. Cambridge: Harvard University Press.
- Amable B., 2000. Un survol des théories de la croissance endogène. In: Beine M., Docquier F. (eds.), *Croissance et convergence économique des régions*. Bruxelles: De Boeck.
- Amable B., Guellec D., 1992. Les théories de la croissance endogène. *Revue d'Economie Politique*, 102: 313-377.
- Anderson J.E., 1985. The changing structure of a city: temporal changes in cubic spline urban density patterns. *Journal of Regional Science*, 25: 413-125.
- Anselin L., 1995. Local indicators of spatial association-LISA. *Geographical Analysis*, 27: 93-115.
- Armstrong H., 1995. Convergence among the regions of the European Union. *Papers in Regional Science*, 74: 143-152.
- Arrow J.K., 1970. The organization of economic activity: Issues pertinent to the choice of market versus non-market allocation. In: Haveman R.H., Margolis J. (eds.), *Public Expenditures and Policy Analysis*. Chicago: Markham, pp. 59-73.
- Arthur B.W., 1989. Competing technologies, increasing returns and lock-in by historical events. *Economic Journal*, 99: 116-131.
- Azariadis C., Drazen A., 1990. Threshold externalities in economic development. *Quarterly Journal of Economics*, 105: 501-526.
- Barro R.J., 1997. *Determinants of Economic Growth. A Cross-Country Empirical Study*. Cambridge: MIT Press.
- Barro R.J., Sala-i-Martin X., 1991. Convergence across states and regions. *Brookings Papers on Economic Activity*, 22(1): 107-182.
- Barro R.J., Sala-i-Martin X., 1992. Convergence. *Journal of Political Economy*, 100(2): 223-251.
- Barro R.J., Sala-i-Martin X., 1995. *Economic Growth*. New York: McGraw-Hill.
- Bechir R. 2018. The Tunisian Revolution and the Role of Regional Development Disparities in its Outbreak. *Contemporary Arab Affairs*, 11(3): 69-84.
- Bechir R., Ounalli N., Sghaier M., 2011. L'inégalité territoriale dans le Sud-est Tunisien : une mise en évidence à travers l'analyse des indicateurs régionaux de développement. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, 34(2-3): 61-68.
- Bechir R., Sghaier M., 2013. Taux de pauvreté et ses mesures en Tunisie. *New Medit*, 12(2): 2-10.
- Belhédi A., 1992. Urbanisation, polarisation et développement régional. Communication au séminaire « Urbanisation et développement régional », CERES-FKA, Tunis. *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, 110: 111-143.
- Belhédi A., 1996. L'aménagement du territoire entre le discours et la pratique. *Revue Tunisienne de Géographie - RTG*, 27: 9-35.
- Belhédi A. 1998. Les niveaux régionaux de développement socio-économique en Tunisie. In: Belhédi A., *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie* (communication au Séminaire du Mechtel, novembre 1997, Programme PNM « Développement Régional », CERES). Cahiers du CERES, série Géographie 20, pp. 15-78.
- Belhédi A., 2005. La dynamique économique régionale en Tunisie. Analyse structurelle-résiduelle. *Cybergeo - Revue Européenne de Géographie*, 310. <http://cybergeo.revues.org/3376>.

- Chebaane H., 1990. *La décentralisation industrielle*, Rapport, Tunis.
- Dhehibi B., Elloumi M., 2012. Agricultural policy and poverty in Tunisian rural areas: an empirical analysis using agricultural prices and investment. *New Medit*, 11(4): 2-6.
- Dhehibi B., Lachaal L., 2006. Empirical evidence of productivity growth in Tunisian agriculture: 1961-2000. *Revue Africaine de Développement*, 18(10): 248-257.
- Directions Régionales de la Santé Publique, 2014. *Rapports d'activité des Directions Régionales de la Santé Publique des gouvernorats de Sud pour l'année 2014*.
- Domecq J.P., Régnauld H., 1990. Tunisie : D.I.T., développement littoral, stagnation intérieur. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 4: 523-533.
- El Ansari R., 2009. *Dynamique régionale et développement inégal au Maroc*. Communication au colloque international « Inégalités et développement dans les pays méditerranéens », Université de Galatasaray, Istanbul.
- Jaouad M., Bechir R., Mahjoubi A., Haouet F., 2015. Intégration inter régionale du Sud Tunisien vue sous l'angle des indicateurs socioéconomiques régionaux : Potentiels et contraintes des secteurs productifs. *Revue des Régions Arides*, 38: 69-81.
- Landes D.S., 1998. *The wealth and poverty of nations. Why some are so rich and some so poor*. New York: Norton.
- Métral A., 2003. Forces centrifuges et forces centripètes autour de la métropole tunisoise. Les entrepreneurs locaux, acteurs de localisation industrielle. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2: 267-290.
- Myrdal G., 1957. *Economic theory and under-developed regions*. London: Duckworth.
- ONAS, 2014. *Rapport d'activité de l'Office National de l'Assainissement pour l'année 2014*.
- ONU - Organisation des Nations Unies, 2004. *Rapport National Tunisien sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement*, mai 2004, Tunisie.
- Royoux D., Signoles P., 1988. Les Complémentarités Urbaines des Villes Moyennes en Régions Peu Métropolisées : Exemples Comparés des Réseaux Urbains Français (Poitou-Charentes) et Tunisiens (nord-ouest et centre-ouest). *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 4: 647-658.
- Sandron F, Sghaier M., 2000. L'approche "indicateur" pour suivre les relations population-environnement : des concepts à l'expérience. *Sécheresse Science et Changements Planétaires*, 11(3): 171-178.
- SONEDE, 2014. *Rapport d'activité de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux pour l'année 2014*.
- Soussi N., 2009. *Les indicateurs de l'environnement et du développement durable et l'utilisation des systèmes d'informations géographiques*. Congrès international Géo Tunis sur le thème Apport des Technologies Géomatiques dans l'étude des ressources en eau et le suivi du phénomène de la désertification, 16-20 décembre 2009.